

Convention collective

IDCC : **9081** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Ardennes)

(22 octobre 1980)

(Étendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

Avenant n° 95 du 25 mars 2021

NOR : AGRS2197056M

IDCC : 9081

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Ardennes ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union départementale des syndicats CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

Union départementale des syndicats CGT FO ;

Fédération CFTC Agri,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux se sont réunis afin de négocier les salaires minima suite à l'augmentation du Smic au 1^{er} janvier 2021.

Dans la mesure où le présent avenant a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 1^{er}

L'annexe I, prévue aux articles 15, 20 et 21 de la convention collective précitée, est abrogée et remplacée par le tableau ci-après.

Salaire minimum ouvrier et employé (au 1 ^{er} janvier 2021)				
Classification	Emploi	Échelon	Taux horaire	Salaire mensuel
Niveau I				
Emploi d'exécutant	Ouvrier d'exécution	1	10,25 €	1 554,62 €
	Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière mais dont l'exécution requiert un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage. Peut comporter l'utilisation de machines pré-réglées pour travaux simples.	2	10,56 €	1 601,64 €
Niveau II				
Ouvriers, agents techniques et employés spécialisés	Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une rapidité d'exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise.	1	11,09 €	1 682,02 €
	L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous surveillance. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon les consignes données.	2	11,66 €	1 768,47 €
Niveau III				
Ouvriers, agents techniques et employés qualifiés	Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données.	1	12,24 €	1 856,44 €
	Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements intervenant dans l'exécution de son travail.	2	12,85 €	1 948,96 €
Niveau IV				
Ouvriers, agents techniques et employés hautement qualifiés	Emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail. Il exige des connaissances et une expérience éprouvées permettant de participer aux décisions techniques.	1	13,50 €	2 047,55 €
	Emploi exigeant une maîtrise des techniques nouvelles. Le titulaire est chargé par l'employeur de la responsabilité dans l'exécution de certains travaux.	2	14,18 €	2 150,68 €
Smic au 1 ^{er} janvier 2021 : 10,25 € N.B. : le montant forfaitaire des avantages en nature « nourriture et logement » est défini par la circulaire ACOSS n° 2005-179 Du 22 décembre 2005 (annexe 6 de la convention collective).				

Article 2

L'annexe V de ladite convention est abrogée et remplacée par le tableau ci-après :

Salaire technicien, agent de maîtrise et cadre (au 1 ^{er} janvier 2021)			
Catégorie	Niveau	Taux horaire	Salaire mensuel
Technicien	TM1E1	15,17 €	2 300,83 €
Technicien ou agent de maîtrise	TM1E2	16,68 €	2 529,86 €
Technicien ou agent de maîtrise	TM2	18,36 €	2 784,66 €
Responsable technique ou chef de culture	C1		3 455,22 €
Directeur et gérant d'entreprise	C2		4 607,33 €

Article 3

Les articles 1^{er} et 2 du présent avenant devront s'appliquer de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2021.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant. Il sera déposé à la Direccte Grand Est, unité départementale des Ardennes, à Charleville-Mézières.

Fait à Charleville-Mézières, le 25 mars 2021.

(Suivent les signatures.)